



St-Gall, 11 décembre 2025

Communiqué de presse

concernant l'arrêt du 27 novembre 2025 dans la cause F-6635/2024

Levée d'une interdiction d'entrée contre un conférencier

En prononçant une interdiction d'entrée de 18 jours à l'encontre d'un activiste autrichien, fedpol a empêché ce dernier d'intervenir en tant que conférencier en Suisse. Selon le Tribunal administratif fédéral, l'intéressé ne représentait pas un risque pour la sécurité du pays qui aurait justifié une interdiction d'entrée.

L'Office fédéral de la police (fedpol) a prononcé le 10 octobre 2024 une interdiction d'entrée de 18 jours à l'encontre d'un ressortissant autrichien. Ce faisant, fedpol a empêché ce dernier de tenir une conférence lors d'un événement organisé le 19 octobre 2024 par le groupe suisse Junge Tat. Selon fedpol, le groupe appartient à la scène d'extrême-droite violente et on peut présumer que l'intéressé défend et prône les objectifs extrémistes violents poursuivis par ce groupe. Il existerait ainsi des indices de mise en danger de la sécurité intérieure ou extérieure de la Suisse. L'interdiction d'entrée a été publiée dans la Feuille fédérale le 11 octobre 2024 et a déployé ses effets du 10 au 27 octobre 2024 en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein. L'intéressé a fait recours contre cette décision auprès du Tribunal administratif fédéral (TAF).

Malgré l'absence d'un intérêt pratique actuel au recours à compter du 28 octobre 2024, le TAF clarifie les questions juridiques soulevées en raison de leur caractère préjudiciel. Ces dernières sont susceptibles de se poser à nouveau, ont une portée de principe et ne peuvent pratiquement jamais, compte tenu de la brièveté de ce genre d'événements, être soumises à temps à un contrôle judiciaire.

Pas de risque pour la sécurité intérieure

Le ministère public de Zurich-Sihl a prononcé des ordonnances pénales contre six membres du groupe Junge Tat et l'instruction pénale est encore en cours à l'endroit de deux autres membres. Le recourant est un activiste polarisé positionné à l'extrême droite de l'échiquier politique. Contrairement à l'avis de fedpol, on ne saurait déduire de sa seule apparition en public aux côtés du groupe Junge Tat la défense ou l'apologie d'actes délictueux extrémistes violents. Si son intention était certes d'intervenir lors d'un événement dudit groupe, un lien de causalité entre les procédures pénales en cours contre certains membres de Junge Tat et un éventuel risque pour la sécurité intérieure fait toutefois défaut. Si une certaine interconnexion et auto-radicalisation du fait des contacts avec le groupe ne peuvent être exclues, elles peuvent cependant

aussi intervenir indépendamment d'une entrée en Suisse. La mesure conduit par contre à une interdiction de s'exprimer en public. Au surplus, il paraît douteux qu'une interdiction d'entrée de 18 jours puisse constituer une mesure appropriée pour endiguer ou empêcher durablement la radicalisation. Ainsi, l'entrée en Suisse du recourant ne crée pas un risque pour la sécurité intérieure du pays. Le TAF admet le recours et lève l'interdiction d'entrée a posteriori.

Cet arrêt est susceptible de recours au Tribunal fédéral.

Contact médias

Rocco R. Maglio

Porte-parole

+41 58 465 29 86

medien@bvger.admin.ch

Le Tribunal administratif fédéral en bref

Créé en 2007, le Tribunal administratif fédéral (TAF), sis à St-Gall, est le plus grand tribunal de la Confédération avec 78 juges (70 EPT) et 395 collaborateurs (334 EPT). Il connaît des recours contre des décisions rendues par des autorités administratives fédérales et, dans certains domaines, par des autorités cantonales. Dans de rares procédures par voie d'action, il statue également en première instance. Le TAF est composé de six cours qui rendent en moyenne 6500 décisions par année.